

FIDÈLES À NOS ENGAGEMENTS

Rapport de redevabilité du Gouvernement de l'Espagne

Décembre 2025

Résumé exécutif



GOBIERNO
DE ESPAÑA

 **Acción de
Gobierno**



Depuis juillet 2025, le Gouvernement de l'Espagne a continué de travailler à la mise en œuvre de la feuille de route initiée en juin 2018, en mettant particulièrement l'accent sur les engagements pris auprès des citoyennes et des citoyens pour la présente législature.

Il a ainsi poursuivi la mise en œuvre du premier axe stratégique en faveur de la modernisation de notre tissu économique dans une perspective écologique et numérique. En novembre 2025, la Commission européenne a de nouveau prévu une croissance du PIB, de 2,9 % cette fois, qui confirme que l'Espagne est l'une des grandes économies dont la croissance est la plus élevée.

Cette croissance s'accompagne d'une politique visant à créer des emplois de qualité et à augmenter l'emploi et les revenus des travailleuses et des travailleurs. En novembre 2025, le nombre de personnes affiliées à la sécurité sociale a atteint un nouveau chiffre record de 21,8 millions, dont 3,5 millions correspondent aux jeunes travailleuses et travailleurs. Depuis 2018, plus de 3 millions d'emplois ont été créés, l'emploi temporaire a baissé de 11 points et l'écart salarial fondé sur le genre a été réduit de 6 points. Par ailleurs, le marché du travail espagnol a fait preuve de dynamisme en matière d'emploi des plus de 45 ans, avec une augmentation de près de 8 points, tandis que le chômage est tombé à moins de 10 %.

L'Espagne figure en tête des bénéficiaires des fonds du Plan pour la relance, la transformation et la résilience (PRTR). Le dernier versement, le plus important octroyé au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience, dépasse les 23 milliards d'euros. Tout comme l'addendum, il constitue un élément essentiel pour l'économie espagnole. Le PRTR garantit à l'Espagne une croissance plus forte et de meilleure qualité dans des secteurs fondamentaux tels que l'industrie et l'automobile, l'agroalimentaire, le tourisme et la formation professionnelle. Il aide le pays à renforcer le tissu économique lié à la transition écologique et au numérique. 1,3 million de personnes ont d'ores et déjà bénéficié des fonds Next Generation sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, le renforcement de l'État-providence se poursuit. En janvier 2026, les pensions seront à nouveau revalorisées selon l'IPC (2,7 %). Dans le domaine de l'éducation, outre le budget consacré aux bourses, qui atteint un montant inégalé de 2,5 milliards d'euros, 1,2 million d'élèves suivent désormais un cycle d'enseignement professionnel (52 000 de plus qu'il y a seulement un an). À cela s'ajoutent les 45 000 places en crèche pour les enfants de 0 à 3 ans créées depuis 2021 grâce aux 670 millions d'euros en provenance des fonds européens. Des efforts sont également déployés pour mobiliser 175 millions d'euros afin de garantir que les enfants de 0 à 3 ans issus de familles défavorisées aient accès aux crèches et ne soient pas laissés pour compte.

Dans le domaine de la santé, le catalogue des services proposé a continué de s'élargir : dépistage néonatal permettant de détecter de nouvelles maladies, soins bucco-dentaires pour les personnes âgées ou aide sans précédent destinée aux moins de 16 ans pour l'achat de lunettes et de lentilles de contact (*Plan Veo*). En matière de dépendance, l'adoption du décret royal relatif aux personnes atteintes de sclérose latérale amyotrophique (SLA), qui alloue 500 millions d'euros supplémentaires aux politiques de la dépendance, constitue une nouvelle étape dans



l'important investissement réalisé par le Gouvernement dans ce domaine, le budget y étant consacré ayant presque triplé depuis 2018.

Le Gouvernement a également maintenu au cours du dernier semestre son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre la violence de genre. Outre la loi sur la parité et le renouvellement du Pacte d'État contre la violence de genre, adoptés au cours de cette législature, l'accent a été mis ces derniers mois sur le renforcement des chambres et tribunaux spécialisés dans la violence à l'égard des femmes et la création de postes de procureurs. L'avant-projet de loi organique sur les mesures en matière de violence vicariante, en érigeant cette violence en infraction pénale à part, placera l'Espagne à l'avant-garde de la lutte contre l'une des formes les plus cruelles de violence exercée sur la femme.

Au deuxième semestre de cette année, le logement est à nouveau au cœur des priorités. Le nouveau Plan d'État pour le logement 2026-2030 mobilise 7 milliards d'euros pour la construction de logements sociaux. Par ailleurs, plus de 304 communes ont déjà été déclarées « zones tendues » en vertu de la loi sur le logement. Les effets de ce mécanisme sont positifs : en Catalogne le prix du loyer a baissé de 4,9 % et à Barcelone de 8,9 %, sans que l'offre de logements s'en voit affectée.

En matière de lutte contre le changement climatique, après la vague d'incendies qui a frappé l'Espagne en particulier au mois d'août 2025, ravageant quelque 400 000 hectares, le Gouvernement a mis sur la table un Pacte d'État face à l'urgence climatique. Ce Pacte, structuré autour de 10 points, vise à répondre de manière sérieuse et cohérente à ce défi global en établissant un cadre d'action commun et stable fondé sur la science.

En matière de politique énergétique, un décret royal portant adoption de mesures urgentes pour renforcer le marché de l'électricité a été approuvé. Parmi les mesures adoptées, on peut citer l'amélioration de la supervision des obligations de contrôle de la tension qui incombent aux opérateurs électriques, la promotion du stockage et du raccordement aux réseaux de nouvelles activités économiques en vue de leur électrification. La norme établit également une feuille de route pour le *repowering* et la promotion des plateformes de RDI.

Afin de renforcer la cohésion territoriale et de relever le défi démographique, le Gouvernement a annoncé les versements les plus importants de l'histoire aux régions et aux collectivités locales en 2026 : près de 187 milliards d'euros. La structuration du territoire a continué d'être mise en œuvre au cours de ce semestre. En 2025, plus de 966 millions d'euros ont été investis dans le projet de corridor méditerranéen et les appels d'offres ferroviaires dans le cadre du corridor atlantique ont atteint la somme de 3 milliards d'euros. Dans le secteur portuaire, l'année se terminera avec le déploiement de 1,222 milliard d'euros ; par ailleurs, près de 13 milliards d'euros seront investis dans le réseau aéroportuaire national entre 2027 et 2031.

Enfin, nous avons bien sûr continué de fournir toute l'aide nécessaire dans les territoires touchés par la goutte froide. En novembre dernier, un décret royal a été approuvé en ce sens : l'objectif de ce troisième train de mesures est d'aider à la reconstruction, d'apporter une meilleure réponse, qui soit plus adaptée aux besoins de la population un an après la tragédie, et de



participer à la prévention d'événements climatiques similaires qui pourraient survenir. Une partie de cette aide provient de l'addendum DANA du PRTR promu par le Gouvernement espagnol. Celui-ci alloue plus de 1,2 milliard d'euros de fonds européens au renforcement de la capacité de réponse dans le cadre des catastrophes naturelles, et au développement de nouveaux outils permettant au tissu productif espagnol de faire face aux défis liés aux phénomènes météorologiques, ainsi que de s'adapter aux chocs tarifaires.

En matière de transparence et d'amélioration de la qualité démocratique, le V^e Plan pour un gouvernement ouvert et l'avant-projet de loi sur l'administration ouverte ont été approuvés afin de rendre notre système plus transparent et d'éviter les détournements de fonds au sein des institutions. Des progrès ont été réalisés dans le cadre de la transformation de la plateforme des marchés publics afin d'automatiser les audits de masse et de détecter les fraudes éventuelles, ainsi que concernant l'intégration de la surveillance effectuée par la société civile au moyen d'audits citoyens et d'accords d'intégrité. La loi sur les lobbies, dont l'objectif est de réglementer les relations entre les groupes d'intérêt et les employés publics, a été promue, tout comme la loi organique sur la procédure pénale, qui attribue l'instruction des procédures pénales au ministère public et lui confère une plus grande autonomie et transparence.

L'Espagne a continué à mener une politique étrangère ambitieuse et a renforcé son rôle de fer de lance dans la défense du multilatéralisme, de l'ordre international fondé sur des règles et du programme de paix et de sécurité des Nations Unies. Au cours du dernier semestre de l'année, le Gouvernement a approuvé le décret-loi royal confirmant l'embargo sur les armes à destination de l'État d'Israël et restreignant le transit des marchandises et des produits utilisés dans le massacre de civils à Gaza. L'Espagne a continué d'envoyer de l'aide humanitaire à Gaza, dont le montant cumulé depuis le début du conflit en octobre 2023 s'élève à 50 millions d'euros. Le Gouvernement a également continué de promouvoir la reconnaissance de l'État de Palestine dans des enceintes telles que les Nations Unies ou au sein de l'UE et il poursuit son intense activité diplomatique afin de parvenir à une paix durable au Proche-Orient sur la base de la solution à deux États. Cette même ligne politique a été appliquée dans le cas de l'Ukraine en renforçant l'aide économique et en ouvrant le Bureau pour la reconstruction, une institution tournée vers l'avenir.

Dans cette optique de défense du multilatéralisme, il convient de souligner le franc succès de participation rencontré par la Conférence internationale sur le financement du développement de Séville. Il s'agit du plus grand sommet multilatéral organisé dans notre pays au cours des dernières décennies. Il a réuni des représentants de plus de 185 pays et de 100 organismes internationaux. « L'Engagement de Séville », qui établit un nouvel agenda international en matière de financement du développement, a été adopté par consensus lors de cette conférence, et plus de 100 initiatives concrètes ont été lancées à travers la Plateforme d'action de Séville. Enfin, l'Espagne a continué de renforcer ses relations avec les pays de la communauté ibéro-américaine, notamment le Brésil, la Colombie, l'Uruguay, le Paraguay et le Chili, avec les partenaires de l'Union pour la Méditerranée, avec les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, ainsi



qu'avec des partenaires commerciaux de premier plan tels que la République populaire de Chine, l'Inde ou le Maroc.



GOBIERNO
DE ESPAÑA

 **spaña**
Gobierna.